

Commission économique pour l'Afrique
Réunion d'information de la Commission
à l'intention des ambassadeurs africains
Vingt et unième réunion
Addis-Abeba, 14 décembre 2018

Vingt et unième réunion d'information
de la Commission à l'intention des ambassadeurs africains

Note d'information de la Secrétaire exécutive

Rapport d'étape sur la mise en œuvre du programme de travail pour l'exercice biennal 2017-2018

La Secrétaire exécutive de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) organise, le 14 décembre 2018, la vingt et unième réunion d'information trimestrielle à l'intention des ambassadeurs africains accrédités auprès de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, pour un échange de vues sur les activités du secrétariat de la Commission. Le présent rapport donne un aperçu des activités de fond menées par le secrétariat de juillet à septembre 2018 en vue de mettre en œuvre son programme de travail pour l'exercice biennal 2017-2018. Ces activités sont regroupées sous les thèmes relatifs aux principales manifestations, à la production de connaissances et au partage de l'information, ainsi qu'au renforcement des capacités, notamment la fourniture d'un appui technique aux États membres et la recherche du consensus. Le rapport présente aussi des activités exécutées en collaboration avec des partenaires clefs.

A. Principales manifestations

1. Dialogue de haut niveau sur la santé et la finance en Afrique : les voies de la croissance économique et de la prospérité

En marge de la soixante-treizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, la CEA, en collaboration avec la Fondation Dangote et GBCHealth, a organisé une manifestation parallèle de haut niveau sur la contribution du secteur privé à l'amélioration de l'accès aux soins de santé en Afrique. Cette manifestation, organisée le 27 septembre 2018 à New York, a été l'occasion de susciter l'engagement des participants concernant le prochain rapport sur les soins de santé et la croissance économique, qui est en cours d'élaboration par la CEA. Les conclusions préliminaires du rapport mettent en exergue la situation sanitaire actuelle et future des pays africains et soulignent les moyens de financement nécessaires pour y faire face.

2. Lancement de la campagne pour des services publics honnêtes

En marge de la trente et unième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine qui s'est tenue en juillet 2018, la CEA a lancé la campagne pour des services publics honnêtes. La campagne, qui célèbre la bonne prestation des services publics, a été lancée dans le cadre du thème de l'année 2018 de l'Union africaine, « Remporter la lutte contre la corruption : une voie durable vers la transformation de l'Afrique ». Elle a pour objectif général de susciter un débat positif aux niveaux individuel et institutionnel en usant des médias sociaux. Elle célèbre aussi la fourniture par les institutions publiques et les fonctionnaires de services exempts de corruption. Elle devrait permettre aux citoyens d'être au fait du travail gouvernemental, de créer un flux d'information sur les aspects positifs de ce travail et de soulager les citoyens de la pression de la communication. En tant que processus d'auto-évaluation, la campagne vise en dernier ressort à soutenir les efforts de réformes gouvernementales de lutte contre la corruption. Au nombre des retombées de la campagne figure la promotion de l'éthique de transparence, de confiance et de responsabilité dans la fourniture de biens et services par les services publics africains et, partant, la mobilisation d'un nouveau discours sur la corruption en Afrique qui met l'accent sur les services publics fournis sans corruption avec le soutien des jeunes Africains.

3. Lancement du Fonds pour la responsabilisation des femmes africaines

La CEA, en collaboration avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), la Commission de l'Union africaine, et la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique (BADEA), a procédé au lancement du Fonds pour la responsabilisation des femmes africaines, en marge de la trente et unième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, tenue les 1^{er} et 2 juillet 2018. Le Fonds pour la responsabilisation des femmes africaines est un fonds d'impact destiné à renforcer l'autonomisation économique des femmes et à accélérer l'émergence de femmes africaines gestionnaires de fonds. C'est une occasion passionnante pour les jeunes femmes africaines qui montent dans le secteur financier de participer à cette initiative de pointe et d'en faire partie.

4. Examen quinquennal de la Déclaration d'Addis-Abeba sur la population et le développement en Afrique

Le secrétariat, de concert avec la Commission de l'Union africaine et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), a entrepris un examen quinquennal de la mise en œuvre de la Déclaration d'Addis-Abeba sur la population et le développement en Afrique. Le résultat devrait contribuer à l'examen et l'évaluation à l'échelle mondiale de la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement après 25 ans. Un rapport continental a été établi qui a servi de base à une concertation de fond avec les pays. Il met en lumière les progrès, les lacunes et les défis, ainsi que les bonnes pratiques dans la mise en œuvre de la Déclaration d'Addis-Abeba, le but ultime étant de faire progresser la politique démographique et d'exploiter le dividende démographique.

5. Présentation de l'Indice conjoint de l'égalité entre les sexes de la CEA et de la Banque africaine de développement

La CEA et la Banque africaine de développement (BAD) ont présenté les résultats de l'Indice conjoint CEA-BAD de l'égalité entre les sexes lors d'un atelier régional sur les statistiques ventilées par sexe, organisé conjointement avec ONU-Femmes à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 24 au 28 septembre 2018. L'indice conjoint est le produit de la fusion de l'Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA) de la CEA et de l'Indice de l'égalité du genre en Afrique de la Banque africaine de développement. Les participants, composés de représentants des bureaux nationaux de statistique et des ministères chargés des questions d'égalité entre les sexes sur le continent, ainsi que des communautés économiques régionales et des institutions des Nations Unies, ont examiné et approuvé les résultats préliminaires de l'Indice. En outre, les États membres ont soutenu la mise à jour des données afin d'assurer l'achèvement de l'outil d'ici à la fin de 2018.

6. Les groupes de réflexion du Sommet du G-20 de 2018

La CEA a participé à la réunion des groupes de réflexion (T-20) du G-20, qui s'est tenue les 17 et 18 septembre 2018 à Buenos Aires. Les représentants de la CEA ont contribué aux déclarations liminaires et pris part aux séances organisées sur l'importance de la coopération entre le G-20 et l'Afrique pour le développement mondial et sur l'équité économique entre les sexes. En marge de la réunion, les représentants de la CEA ont assisté aux réunions de coordination du Groupe permanent du T-20 pour l'Afrique et pris part aux débats sur les moyens pour le groupe d'accroître la représentation de l'Afrique au sein du G-20, ainsi que sur la manière de mieux faire prendre en compte les intérêts de l'Afrique dans les discussions du G-20.

7. Trente-quatrième réunion du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) pour l'Afrique centrale

La trente-quatrième réunion du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) pour l'Afrique centrale s'est tenue du 18 au 21 septembre 2018 à N'Djamena sur le thème du financement de l'industrialisation en Afrique centrale. Parmi les recommandations clefs issues de la rencontre figurent les suivantes : a) renforcer les moyens d'action du secteur public pour créer un environnement propice à l'essor des secteurs productifs ; b) tirer parti des instruments de financement novateurs tels que les fonds de pension, les fonds islamiques, les fonds d'investissement privés locaux et étrangers et les fonds de garantie ; et c) exploiter les ressources naturelles et développer la qualité pour soutenir l'industrialisation.

Il a été décidé que la trente-cinquième réunion du CIE pour l'Afrique centrale se tiendrait sur le thème la transformation numérique. À l'issue de la trente-quatrième réunion, la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture, des mines et d'artisanat du Tchad a organisé un symposium d'une semaine entre les secteurs public et privé qui a abouti à un document-cadre sur la facilité de faire des affaires au Tchad.

8. Manifestation de haut niveau sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063

La session de 2018 du Forum politique de haut niveau pour le développement durable s'est tenue à New York du 9 au 18 juillet 2018. En marge du Forum, la CEA, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a organisé une manifestation de haut niveau sur le thème « Mise en œuvre des objectifs de développement durable et de l'Agenda 2063 : Un partage d'expériences et la voie à suivre après le Forum régional africain pour le développement durable et les examens nationaux volontaires ». Les objectifs de la réunion étaient les suivants : a) diffuser les recommandations de politique générale issues de la quatrième session du Forum régional africain pour le développement durable et en promouvoir la mise en œuvre ; b) créer une plateforme de mise en réseau Sud-Sud, encourager le partage des bonnes pratiques et des difficultés rencontrées, et promouvoir la coopération avec toutes les parties prenantes ; c) créer une plateforme permettant aux partenaires de développement de faire connaître les interventions et outils par lesquels ils aident les États membres dans leurs efforts pour réaliser les objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030) et de l'Agenda 2063 ; d) recenser les défis, en termes de coordination verticale et horizontale, auxquels sont confrontés les mécanismes nationaux de coordination dans la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063, et dans la préparation des examens nationaux volontaires ; e) faciliter l'apprentissage reposant sur les enseignements tirés du passé et promouvoir le partage des données d'expérience et des meilleures pratiques dans le domaine de la mise en œuvre conjointe et intégrée du Programme 2030 et de l'Agenda 2063, y compris celles se rapportant aux principales difficultés rencontrées et aux solutions novatrices et novatrices mises en œuvre ; f) améliorer les présentations des examens nationaux volontaires lors du Forum politique de haut niveau et encourager une participation accrue des États membres africains au processus des examens nationaux volontaires ; et g) identifier, dans les domaines de la formation et des capacités, les lacunes devant être comblées pour réaliser ces objectifs. Ont assisté à la manifestation des représentants des États Membres, du système des Nations Unies, des institutions régionales africaines, du secteur privé et de la société civile.

9. Appui aux activités de l'Organisation des Nations Unies au Sahel

Le secrétariat a continué d'appuyer les activités de l'Organisation des Nations Unies au Sahel. Parmi les activités notables menées au cours de la période considérée, on peut citer : a) une contribution substantielle au processus d'élaboration du plan d'appui qui a été lancé en Mauritanie en marge de la Conférence de l'Union africaine de juillet 2018 ; b) l'élaboration du rapport sur le diagnostic socioéconomique stratégique pour le Sahel établi dans le cadre d'une approche participative avec les parties prenantes nationales et du système des Nations Unies ; c) mise en œuvre de l'enquête menée du 4 au 13 juin 2018 sur les aspirations de la population de la région du Sahel ; d) fourniture d'un appui technique à l'occasion de la manifestation sur l'analyse structurelle du système sahélien organisée à Ouagadougou au Burkina Faso, du 9 au 13 juillet 2018. Des experts multidisciplinaires de la région du Sahel se sont réunis pour identifier les facteurs clefs de la dynamique du développement du Sahel. Les résultats de ces consultations ont contribué à l'élaboration de la « Vision à l'horizon 2043 » de la région du Sahel.

10. Orientation stratégique et programmes

Au cours de la période considérée, le secrétariat a mené un certain nombre d'activités liées aux programmes, notamment l'élaboration du document du projet de budget-programme révisé après l'approbation par le Conseil économique et social du cadre stratégique révisé pour 2018-2019, l'élaboration pour la Commission d'un registre des risques et de plans de réponse et de traitement concernant ces risques, conformément aux directives données à l'échelle du Secrétariat en matière de gestion du risque institutionnel, et la création d'un espace de partage en ligne pour l'appui de la planification par les entreprises de leurs activités. En outre, un certain nombre d'activités d'évaluation et d'assurance qualité ont été menées pendant cette période. Il convient de noter l'auto-évaluation effectuée par la cinquante et unième session de la Commission siégeant en tant que Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique, et par son Comité d'experts, qui s'est réuni à Addis-Abeba les 14 et 15 mai 2018 ; il convient de noter aussi l'élaboration de la politique et du plan d'assurance qualité de la CEA pour 2018-2021.

On trouvera à l'annexe I une liste complète des manifestations et activités du secrétariat.

B. Production de connaissances et partage de l'information

Le secrétariat a poursuivi ses efforts visant à faciliter et à appuyer le partage des idées qui s'expriment sur le continent au sujet de questions d'intérêt nouvelles et cruciales, en menant des travaux de recherche sur une série de questions liées au développement économique, social et durable. Les travaux de recherche, qui ont été examinés lors de réunions spéciales d'experts, ont débouché sur des recommandations aux responsables de l'élaboration des politiques et aux décideurs.

C. Renforcement des capacités

Au cours du trimestre écoulé, l'appui technique fourni par le secrétariat à ses États membres a consisté essentiellement en des services de formation, de développement des capacités et de conseils techniques dans toute une série de domaines thématiques.

1. Formation et renforcement des capacités

a) L'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) est l'organe de formation de la Commission. Il a organisé sept cours, dialogues politiques et séminaires (voir annexe II) pendant la période allant de juillet à septembre 2018. Dans ces cours de formation, l'accent a été mis sur divers domaines thématiques, dans le but de renforcer les capacités des décideurs en matière de formulation des politiques économiques et des plans nationaux de développement.

b) À titre d'illustration des domaines dans lesquels le secrétariat apporte un appui en matière de renforcement des capacités, on peut citer les initiatives suivantes :

i) Le secrétariat, en collaboration avec les bureaux nationaux de statistique, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), la Commission de l'Union africaine et la BAD, a validé un ensemble d'indicateurs urbains et un guide de référence pour mesurer l'urbanisation dans un contexte africain. Le guide de référence s'appuie largement sur l'expertise locale et régionale et vise à fournir un ensemble commun d'indicateurs urbains pour l'Afrique mesurés à l'aide de méthodes et de concepts harmonisés à des fins de comparabilité, ce qui permettra aux États membres de suivre plus facilement les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs convenus aux niveaux international et continental et d'en rendre compte ;

ii) Guinée-Bissau : La CEA a entrepris, du 27 au 31 août 2018, une mission technique sur la création et la tenue à jour d'une base de données multisectorielle intégrée. La mission s'est concentrée sur deux objectifs principaux : l'évaluation des besoins pour la tenue à jour d'un système d'information multisectoriel ; le renforcement des capacités du personnel local de l'office national de statistique et des ministères d'exécution dans les domaines de l'archivage et de la diffusion des données et métadonnées issues d'enquêtes et de recensements utilisant les normes internationales ;

iii) Changement de la base de calcul du produit intérieur brut : Un appui technique et consultatif a été fourni à un certain nombre de pays, à leur demande, pour renforcer les capacités des États membres dans les domaines de la mise en œuvre du Système de comptabilité nationale 2008 et de l'amélioration de leurs comptes nationaux et de leurs systèmes statistiques nationaux. Des missions techniques ont été effectuées au Bénin, en Mauritanie et aux Seychelles. Le résultat escompté de ces missions est le renforcement des capacités de production et de diffusion des comptes nationaux, conformément au Système de comptabilité nationale 2008, et des statistiques économiques ;

iv) Tableaux des ressources et des emplois : La CEA a commencé à fournir une assistance technique à l'Eswatini et aux Seychelles pour l'élaboration de tableaux des ressources et des emplois ;

v) Formation nationale sur les systèmes d'information géographique pour la planification spatiale, Maputo, 1^{er} au 13 juillet 2018 : La CEA a organisé une formation centrée sur l'application des technologies des systèmes d'information géographique, de la visualisation des données géographiques, des services en ligne et de l'analyse et de la modélisation spatiales à la planification et à la prise de décisions en toute connaissance de cause. L'objectif principal était d'améliorer

les compétences du personnel du Ministère des transports et d'autres entités compétentes en matière de mise au point d'applications en ligne en phase avec les objectifs des systèmes d'information géographique interorganisations du Mozambique ;

vi) Formation de formateurs aux nouvelles méthodes dans le domaines des statistiques agricoles : Un certain nombre d'experts et de professionnels notamment d'instituts nationaux de statistique, de ministères de l'agriculture, de centres de formation statistique et d'universités, notamment de l'école de statistique et de planification de l'Université de Makerere, de l'Institut national de statistique et d'économie appliquée (INSEA) de Rabat et du Centre de formation statistique est-africain, ont reçu cette formation en anglais et en français. Les pays ci-après ont pris part à la formation de formateurs : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Comores, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée équatoriale, Libéria, Mali, Maroc, Mauritanie, Namibie, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Somalie, Soudan du Sud, Togo, Tunisie et Zimbabwe. Les sujets ci-après ont été traités : les compétences de base pour les statistiques agricoles ; la mesure des pertes après récolte ; l'amélioration des statistiques de la pêche et de l'aquaculture (cours de formation) ; et les statistiques de la pêche et de l'aquaculture.

c) Bourses CEA pour les jeunes spécialistes africains

Conformément à la vision de la CEA consistant à devenir un centre de réflexion de premier plan sur le continent, les participants à la première promotion du nouveau cadre de boursiers de la CEA, qui a commencé sa formation le 2 octobre 2017, ont obtenu leurs diplômes le 30 septembre 2018. À cette occasion, une cérémonie a été organisée, durant laquelle les boursiers ont reçu leurs diplômes d'études. Plus de 30 travaux de recherche approuvés par les pairs ont été produits, notamment :

- i) « The macroeconomic determinants of real effective exchange rate in Uganda » [Les facteurs déterminants du taux de change effectif réel en Ouganda], publié dans *Journal of Applied Economics and Finance* ;
- ii) « The causes of death among reproductive age group – A perspective of African countries » [Les causes de décès au sein des groupes de la population en âge de procréer – Perspective des pays africains], publié dans *International Journal of Medical Science and Public Health* ;
- iii) « The long-run analysis of monetary policy transmission channels on inflation in Uganda (2000-2017) – A VECM approach » [Analyse sur le long terme des effets des canaux de transmission de la politique monétaire sur l'inflation en Ouganda (2000-2017) – Une approche fondée sur le modèle vectoriel à correction d'erreurs], publié dans *International Journal of Humanities and Social Studies* ;
- iv) « Education, lifelong learning, inequality and financial access – Evidence from African countries » [Éducation, apprentissage tout au long de la vie, inégalité et accès aux sources de financement – Éléments de preuve

provenant des pays africains], publié dans le *Journal of the Academy of Social Sciences*.

En outre, à la suite d'un rapport récent sur la conception par un des boursiers d'un modèle énergétique à moindre coût pour le Cameroun, la CEA a reçu de l'Éthiopie une demande formelle d'appui à l'élaboration d'un modèle énergétique pour le pays. Une présentation du modèle fondée sur une étude de cas de l'Éthiopie a été faite à la CEA lors d'une plateforme d'apprentissage organisée par le Centre africain pour la politique en matière de climat, le 28 septembre 2018.

2. Services techniques et consultatifs

Le secrétariat a donné suite à plusieurs demandes émanant de ses États membres. On trouvera ci-après une synthèse des services techniques et consultatifs fournis aux États membres pendant la période considérée.

a) Ressources naturelles, questions relatives à l'environnement et développement durable

À la suite d'une demande de l'Union des conseils des chargeurs africains, la CEA a organisé les 17 et 18 juillet 2018 à Niamey un séminaire de renforcement des capacités sur l'appropriation du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024. Vingt-cinq États sont membres de l'Union des conseils des chargeurs africains, dont la mission principale est de fournir une assistance aux chargeurs africains, de protéger leurs intérêts tout au long de la chaîne de transport et de soutenir leur contribution à la promotion du commerce international dans leurs pays. Le séminaire visait à aider les chargeurs dans leurs efforts tendant à acquérir les compétences nécessaires pour soutenir la facilitation du commerce, pour laquelle d'énormes investissements ont été faits dans leurs différents pays.

b) Planification du développement

i) La CEA a fourni un appui technique à la modélisation des politiques pour la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 et a fait une démonstration de la trousse à outils intégrée de planification et d'établissement de rapports à l'autorité nationale de planification et aux ministères sectoriels ougandais. L'application a aidé à vérifier l'alignement du plan national de développement ougandais sur le Programme 2030 et l'Agenda 2063 afin une meilleure efficacité dans l'établissement de rapports. La trousse à outils intégrée de planification et d'établissement de rapports sert à harmoniser le plan de développement ougandais sur le Programme 2030 et l'Agenda 2063 ;

ii) La CEA continue de mettre en œuvre la dixième tranche du projet de compte de l'ONU pour le développement sur le renforcement des capacités des gouvernements africains en vue d'intégrer la responsabilisation dans la planification du développement. Les activités du projet sont centrées sur cinq pays pilotes (le Bénin, le Cameroun, l'Égypte, le Kenya et la Zambie) et couvrent le renforcement des capacités des systèmes de planification et de statistique de chaque pays. Au cours de la période considérée, le premier ensemble de produits du projet (les études de cas des systèmes de planification et de statistique des pays

pilotes) a été mis au point. En outre, deux ateliers nationaux de validation ont été organisés avec succès en Zambie et au Kenya. De plus, le travail d'élaboration d'un document de stratégie nationale sur le thème du renforcement de la responsabilisation dans la planification du développement dans chaque pays pilote a commencé ;

iii) Nigéria : La CEA a collaboré avec le Bureau du Vice-Président nigérian et la *Ibadan School of Government and Public Policy* [École sur l'administration et les politiques publiques] d'Ibadan pour organiser un dialogue politique de deux jours sur la création d'emplois au Nigéria ;

iv) Un appui technique a été fourni pour l'élaboration du premier rapport national volontaire de la Mauritanie en préparation de la session de 2019 du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, en coopération avec le Bureau du PNUD en Mauritanie. L'appui du secrétariat a consisté à concevoir une feuille de route et une proposition de structure du rapport, tout en discutant avec le PNUD des modalités de collaboration ;

v) La CEA a contribué à la mission d'intégration, d'accélération et d'appui aux politiques de l'Organisation des Nations Unies en Tunisie, qui visait à sensibiliser les ministères à la manière dont la réalisation du Programme 2030 dépendait des processus d'intégration, d'accélération et de soutien aux politiques, des outils d'évaluation intégrée rapide et de la façon dont ces processus et outils peuvent faciliter la réalisation du Programme 2030 en Tunisie. Conformément aux accords existants, la CEA prendra part au programme conjoint de l'Organisation des Nations Unies cosigné avec le Gouvernement tunisien pour le soutien à la réalisation et le suivi des objectifs de développement durable dans le pays, ainsi qu'à l'établissement de rapports sur ces objectifs.

c) Questions commerciales, industrie et infrastructures

i) Appui du secrétariat aux efforts du Gouvernement tchadien pour élaborer un plan directeur de diversification économique et d'industrialisation : après six mois d'examen des moyens d'élaboration du plan directeur de diversification économique et d'industrialisation du Tchad, la CEA a soutenu le lancement national du processus formel d'élaboration du plan directeur à N'Djamena le 17 septembre 2018. Le plan sera articulé autour du développement de l'agro-industrie, de la croissance du secteur de l'élevage, avec un accent sur le cuir et la production de viande, et de l'entrée du pays dans l'économie du savoir ;

ii) Formation pour que les équipes nationales (Cameroun et Tchad) tirent parti du régime douanier préférentiel harmonisé de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) : En juillet, le Bureau sous-régional de la CEA en Afrique centrale a organisé des séances de formation sur les procédures d'accréditation des produits industriels dans le régime douanier préférentiel de la CEEAC et de la CEMAC à l'intention des membres des comités nationaux d'approbation et des parties prenantes économiques au Cameroun et au Tchad. Dans chaque pays, plus de 50 personnes ont participé aux séances de formation, qui faisaient partie d'un accord de contribution entre l'Union européenne et la CEA pour une plus grande harmonisation des instruments de

politique commerciale de la CEEAC et de la CEMAC. Un autre avantage de cette formation est qu'elle améliorera également l'efficacité de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) ;

iii) Dialogue avec le Sénégal sur la ZLECA : À la demande du Ministre du commerce, du secteur informel, de la consommation, de la promotion des produits locaux et des petites et moyennes entreprises (PME) du Sénégal, la CEA a organisé, du 6 au 14 août 2018, à Dakar, un atelier de sensibilisation sur le processus de ratification de l'Accord portant création de la ZLECA. Le Ministère a organisé une série d'activités pour arrêter une vision commune de ce que l'on attend de la ZLECA et la manière de s'engager dans le processus. Au nombre de ces activités figurent des réunions bilatérales avec des organisations du secteur privé, des entreprises, des parlementaires et un séminaire à l'intention des médias ;

iv) Stratégie africaine des matières premières : La CEA collabore étroitement avec l'Union africaine à l'élaboration d'une stratégie africaine des matières premières. Cette stratégie, qui a été recommandée par le Cadre de l'Agenda 2063, a pour objectif général de tirer le meilleur parti possible des ressources naturelles du continent, notamment grâce au contrôle des prix des principales matières premières. Le projet de stratégie devrait être soumis à l'approbation des ministres de l'Union africaine chargés du commerce, de l'industrie et des mines.

d) Politique foncière, sécurité alimentaire et agriculture

Intégration des politiques foncières et de la gouvernance dans le Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et les plans nationaux d'investissement agricole (PNIA) - Atelier de formation en communication et sensibilisation : La CEA a organisé, à Addis-Abeba, un atelier de formation dans les domaines de la communication et du plaidoyer sur la prise en compte de la politique foncière et de la gouvernance dans le PDDAA et les PNIA. L'atelier a vu la participation de directeurs, de cadres supérieurs et de responsables de la communication et des relations publiques des ministères de l'agriculture et des terres. Il a également permis d'améliorer les connaissances et les compétences en matière d'utilisation des outils et instruments de l'Union africaine ainsi que des outils internationaux pour régler les problèmes de gouvernance foncière au moyen de réformes politiques, juridiques et institutionnelles. L'atelier a par ailleurs réussi à améliorer les compétences en ce qui concerne les méthodes de plaidoyer et de vulgarisation pour soutenir l'intégration de la gouvernance foncière dans l'agriculture et il a été décidé d'utiliser diverses plateformes pour améliorer la communication et le plaidoyer au niveau national. Après la formation, une assistance technique sera fournie aux participants des ministères de l'agriculture pour réviser les stratégies de communication et de plaidoyer ainsi que les plans d'activités au niveau national en vue d'accompagner les réformes agraires.

e) Politique économique et sociale

En juillet, la CEA a lancé, en Afrique du Sud, au Nigéria et en Ouganda, un projet mené au titre de la onzième tranche du Compte pour le développement qui a pour thème : « Dividende démographique et problématique hommes-femmes : point de départ pour atteindre les objectifs de développement durable en Afrique, en

Afrique et en Asie et Pacifique ». Ce projet a pour principal objectif de renforcer la capacité des États membres d’Afrique à tirer parti du dividende démographique en réduisant les disparités entre les sexes, en particulier dans les domaines social et économique. Ont participé à ce lancement, des experts techniques représentant les ministères, les organisations de la société civile et des universités. L’équipe du projet s’est également rendue au Ghana et en Zambie, deux pays qui serviront de modèles pour les bonnes pratiques au titre de la onzième tranche pour le Compte du développement.

D. Recherche de consensus

Le secrétariat continue à aider ses États membres à définir des positions communes sur des questions importantes grâce à diverses formes d’appui et de collaboration techniques, dont deux exemples sont présentés ci-après :

a) Appui de la CEA aux équipes de pays des Nations Unies et au Groupe des Nations Unies pour le développement dans le cadre des activités relevant de son mandat. Ainsi, la CEA a apporté sa contribution à l’atelier sur l’Initiative Spotlight visant à éliminer la violence à l’égard des femmes et des filles, tenu, du 24 au 28 juillet 2018, à Dosso (Niger). Les résultats de cette réunion ont permis de mener à terme l’élaboration du Document de programme pays Spotlight du Niger. Cet atelier a donné à la CEA l’occasion de partager ses ressources en matière de connaissances sur la question de la violence sexiste, contribuant de ce fait à mettre en lumière ce phénomène ;

b) Appui technique à la Commission de la Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) pour le projet de création d’une monnaie unique : La CEA a apporté un appui technique à la mise en œuvre de la décision de la quatrième réunion de la Task Force présidentielle, tenue en 2017, visant à accélérer la création d’une union monétaire de la CEDEAO, d’ici à 2020. Le rapport de la CEA, intitulé « Monnaie unique de la CEDEAO : réalisations et scénarios pour 2020 », a été validé par le Conseil ministériel du Groupe de la Task Force présidentielle, après qu’il a été demandé que le rapport de cette réunion soit soumis aux chefs d’État lors de la session tenue, en juin 2018, à Niamey. Le rapport a entériné la décision prise concernant le processus ayant abouti à l’élaboration de la feuille de route définitive du programme de création de la monnaie unique de la CEDEAO. À l’issue de la cinquante-troisième session du Sommet ordinaire de la CEDEAO, qui s’est tenue le 30 juillet 2018 à Lomé, les chefs d’État et de gouvernement ont pris acte des conclusions de l’étude et appelé les banques centrales et des États membres à s’investir davantage dans la mise en œuvre de la feuille de route de la création de la monnaie unique.

E. Partenariats

Des partenariats nouveaux et potentiels de la Commission pour la période considérée sont présentés ci-après :

1. Institutions régionales

a) Partenariat avec l’Ambassade de l’État d’Israël au Cameroun, YES Cameroon et Himore Medical pour la préparation de la trente-cinquième réunion du CIE pour l’Afrique centrale sur la transformation numérique ;

b) Partenariat avec Energy Market et Regulatory Consultants (EMRC) pour soutenir la production animale et halieutique dans toute la CEMAC ;

c) Partenariat avec la Radio et la Télévision nationales du Tchad sur le plaidoyer en faveur de l'industrialisation et de la diversification ;

d) Des discussions sont en cours en vue de la signature d'accords avec l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) et l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI).

2. Institutions multilatérales

La CEA élabore, en partenariat avec la Fondation des Nations Unies, un projet qui vise à mettre en place un réseau de points focaux pour les données ventilées par sexe dans certains pays africains. Ce réseau envisage de soutenir la production de données de bonne qualité ventilées par sexe et de permettre leur meilleure exploitation et la prise de décision en vue d'améliorer les conditions de vie.

3. Institutions bilatérales

a) Le secrétariat a signé un accord avec l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) pour le financement du détachement de personnel à l'appui de la mise en œuvre du Programme Genre, femmes et terre géré par le Centre africain pour les politiques foncières. Un accent particulier sera mis sur la réalisation de l'objectif de l'Union africaine consistant à attribuer 30 % des droits fonciers constatés aux femmes d'ici à 2025.

b) La CEA est en train de mettre au point un accord avec USAID pour financer le renforcement des capacités du Centre africain pour les politiques financières et des communautés économiques régionales (CER) dans le cadre de l'accord avec Africa Lead.

c) La CEA élabore, en partenariat avec l'Office of National Statistics du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, un projet sur le concept de Data Science Campus, dont l'objectif est d'incuber des idées afin de contribuer au corpus de connaissances en statistique.

ANNEXES

Annexe I

Principales manifestations et activités auxquelles la Commission a participé

Intitulé de la manifestation	Lieu	Date
Réunion « Women in Business Annual Leadership Meeting » organisée par Africa CEO Forum	Paris	2-3 juillet 2018
Atelier sous-régional de l'Union du Maghreb arabe et de la Banque africaine de développement sur l'harmonisation des indices des prix à la consommation	Tunis	2-3 juillet 2018
Séminaire régional sur la compilation et l'application des tableaux des ressources et des emplois à dimension environnementale	Pretoria	2-6 juillet 2018
Réunion de groupe d'experts sur la modélisation économique en Afrique	Addis-Abeba	3-4 juillet 2018
Réunion du Comité des directeurs de l'état civil	Addis-Abeba	4-6 juillet 2018
Atelier de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) sur les outils de suivi et d'évaluation de l'intégration commerciale	Beyrouth	10-11 juillet 2018
Concertation politique de haut niveau sur la planification du développement	Le Caire	10-12 juillet 2018
Concertation politique de haut niveau sur la diversification économique en Guinée équatoriale	Malabo	12 juillet 2018
Lancement du réseau d'acteurs francophones pour la coopération Sud-Sud et tripartite	Rabat	18-20 juillet 2018
Douzième réunion mondiale sur les Comptes de transferts nationaux	Mexico	23-27 juillet 2018
Atelier consultatif national sur le Programme national du Niger relatif à l'initiative Spotlight	Dosso (Niger)	24-28 juillet 2018
Concertation régionale multipartite pour la mise en œuvre inclusive et participative de la Zone de libre-échange continentale africaine en Afrique de l'Ouest	Dakar	26-27 juillet 2018
Sixième réunion de la Task Force présidentielle spéciale sur la monnaie unique de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	Lomé	30 juillet 2018
Réunions de la Plateforme des partenaires de mise en œuvre et de développement de la gouvernance foncière en Afrique	Debre Zeit (Éthiopie)	Juillet 2018

Réunion de groupe d'experts sur le neuvième <i>Rapport sur l'état de l'intégration régionale en Afrique (ARIA IX)</i>		Juillet 2018
Septième réunion de capitalisation du Programme de gouvernance foncière de l'Union européenne	Rome	Juillet 2018
Réunion de groupe d'experts sur le renforcement des capacités statistiques en Afrique	Addis-Abeba	1-3 août 2018
Atelier d'élaboration du Plan-cadre pour l'aide au développement 2019-2021 du Niger	Dosso (Niger)	2-6 août 2018
Réunion annuelle du Caucus africain FMI/Groupe de la Banque mondiale	Charm el Cheikh (Égypte)	5-6 août 2018
Séminaires de développement sur le thème « Quelle politique sociale transformatrice pour ne pas faire de laissés pour compte en Afrique ? »	Dakar	9 août 2018
Lancement du rapport intitulé : « Évaluation de la performance en matière de sécurité routière (EPSR) – Cameroun » et formation des responsables de la sécurité routière	Yaoundé	Août 2018
Réunion de groupe d'experts sur le cadre juridique et réglementaire de l'utilisation des informations géospatiales en Afrique	Dar es-Salaam	27-31 août 2018
Atelier national de formation avec les producteurs et les utilisateurs de statistiques de genre	Ouagadougou	11-13 septembre 2018
Examen de la législation se rapportant aux systèmes d'enregistrement des faits d'état civil et d'établissement des statistiques de l'état civil au Niger	Dosso (Niger)	12-16 septembre 2018
Réunion de haut niveau des organisations régionales opérant dans la région du Sahel	Abuja	18 septembre 2018
Séminaire de recherche sur la ZLECA, la diversification économique et la transformation industrielle dans une perspective économique et juridique	Dakar	19 septembre 2018
Réunion de groupe d'experts sur la méthodologie de compilation des indicateurs de l'intégration régionale	Addis-Abeba	25-26 septembre 2018
Réunion technique de négociation des pays du G7 (Djibouti, Éthiopie, Madagascar, Malawi, Soudan, Zambie et Zimbabwe) sur la ZLECA	Lusaka	16-17 septembre 2018
Réunion de groupe spécial d'experts sur le développement de l'infrastructure en Afrique centrale : Au-delà des chaînons manquants	N'Djamena	18 septembre 2018

Réunion de groupe spécial d'experts sur L'industrialisation fondée sur les ressources : assurer le fonctionnement de la politique industrielle	N'Djamena	18 septembre 2018
Atelier de planification sur les services novateurs d'emploi pour les jeunes « You Match II »	Potsdam (Allemagne)	18-20 septembre 2018
Atelier sous-régional sur le partage et l'échange des données et métadonnées pour les pays africains anglophones	Kigali	19-21 septembre 2018
Lancement de la plateforme de partage de connaissances et d'informations sur les statistiques de genre	Abidjan	24-28 septembre 2018
Réunion de groupe d'experts sur le thème : « Qualité des institutions et transformation structurelle : distorsions et allocation des ressources en Afrique du Nord »	Rabat	26-27 septembre 2018

Annexe II

Formations dispensées par l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP) entre juillet et septembre 2018

N°	Intitulé du cours	Date	Participants		Pays représentés
			Total	Femmes	
1.	Systèmes d'information géographique pour la planification spatiale	1 ^{er} -13 juillet	8	5	Mozambique (formation sur mesure)
2.	Politique sociale pour les planificateurs du développement	6-17 août	25	10	25
3.	Cours en ligne bilingue (anglais/français) sur l'industrialisation par le commerce	10 septembre-7 octobre	58	13	57
Total			91	28	